[Accueil](#) > [Travaux parlementaires](#) > [Travaux des commissions](#) > Journal des débats de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles

Journal des débats de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles

Version préliminaire

[Retour à la liste des séances du Journal des débats](#)

42^e législature, 1^{re} session (début : 27 novembre 2018)

Cette version du Journal des débats est une version préliminaire : elle peut donc contenir des erreurs. La version finale du Journal est publiée dans un délai de 2 à 4 mois suivant la date de la séance de la commission.

[Pour en savoir plus sur le Journal des débats et ses différentes versions](#)

Le mardi 17 septembre 2019 - Vol. 45 N° 7

Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 34, Loi visant à simplifier le processus d'établissement des tarifs de distribution d'électricité

[Aller directement au contenu du Journal des débats](#)

Heures

- **10 h**
-

Journal des débats

10 h (version non révisée)

(Dix heures)

Le Président (M. Lemay) : Alors, à l'ordre, s'il vous plaît! Ayant constaté le quorum, je déclare la séance de travail de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles ouverte. Je demande à toutes les personnes présentes dans la salle de bien vouloir éteindre la sonnerie de leurs appareils électroniques.

Alors, la commission est réunie afin de procéder à des auditions publiques dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi n° 34, la Loi visant à simplifier le processus d'établissement des tarifs de distribution d'électricité.

M. le secrétaire, y a-t-il des remplacements?

Le Secrétaire : Oui, M. le Président. M. Campeau (Bourget) est remplacé par M. Martel (Nicolet-Bécancour); M. Tardif (Rivière-du-Loup—Témiscouata) est remplacé par M. Lafrenière (Vachon); Mme Tardif (Laviolette—Saint-Maurice) est remplacée par M. Thouin (Rousseau); Mme Lessard-Therrien (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) est remplacée par M. Marissal (Rosemont); M. Roy (Bonaventure) est remplacé par M. Gaudreault (Jonquière).

Le Président (M. Lemay) : Merci. Alors, cet avant-midi, nous allons débiter par les remarques préliminaires. Puis, nous entendrons Hydro-Québec et la Fédération canadienne des contribuables.

Alors, les temps de parole ont déjà été fixés par nos formations respectives, les bureaux des leaders. Alors, je cède la parole au ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles pour remarques préliminaires. M. le ministre, vous avez six minutes.

M. Julien : Alors, merci. Merci, M. le Président. Bonjour, bonjour, chers collègues. Grand plaisir d'être ici avec vous aujourd'hui.

Comme vous le savez, le 12 juin dernier, j'ai présenté le projet de loi n° 34, projet de loi visant à simplifier le processus d'établissement des tarifs de distribution d'électricité. Aujourd'hui, j'ai le plaisir de soumettre ce projet de loi aux consultations particulières.

Tout d'abord, je dois souligner que notre gouvernement a écouté les Québécois. On a bien entendu leurs préoccupations et c'est pourquoi nous avons pris la décision, M. le Président, de simplifier la manière dont les tarifs d'électricité au Québec seront établis, afin d'y ajouter un aspect de prévisibilité.

Au moment de présenter le projet de loi, nous avons eu l'occasion d'exposer l'essentiel de son contenu. Permettez-moi aujourd'hui, M. le Président, d'en revenir sur les grandes lignes. Notre intention, au gouvernement, est claire : offrir une tarification prévisible, avec des hausses limitées à l'inflation et une tarification revue sur une base quinquennale par la Régie de l'énergie. C'est essentiellement ce que le projet de loi n° 34 vient faire, vient proposer. Les mesures que nous souhaitons mettre en place dès janvier 2020 permettront de retourner l'équivalent de 1,5 milliard de dollars en cinq ans à la clientèle.

Ce projet de loi va permettre trois choses importantes, M. le Président. Premièrement, simplifier la réglementation, ce qui permettra d'éliminer la notion d'écart de rendement. La régie continuera de jouer son rôle d'approbation des tarifs aux cinq ans. Deux effets importants découlent de ce choix. Premièrement, une économie annuelle et récurrente de plusieurs millions de dollars, qui est investi à chaque année dans le cadre des audiences et deuxièmement, l'implantation d'une gestion... d'une gestion du risque plus serrée du côté de la société d'État, qui devra justement gérer ses risques, tout en continuant de respecter ses obligations.

Deuxièmement, on propose un gel de tarifs pour l'année 2020, qui resteront donc au même niveau que 2019, un effet important. C'est quoi, l'effet? Pas de surprise pour personne. En 2020, on paie ce qu'on payait en 2009, de la prévisibilité, et troisièmement, le projet de loi n° 34 va permettre, pour les années 2021 à 2024, de fixer la hausse annuelle des tarifs à l'inflation et de garantir ainsi une prévisibilité pour l'ensemble de la clientèle d'Hydro-Québec.

Alors, je souhaite ici rappeler que contrairement à ce qui a été dit, la Régie de l'énergie conserve ses pouvoirs, ses responsabilités et son indépendance en matière de fixation de tarifs. La Régie de l'énergie du Québec conserve toute sa pertinence et nous ne remettons pas cela en cause. Hydro-Québec continuera de se présenter devant la régie pour faire approuver ses tarifs, comme c'est le cas aujourd'hui, mais elle le fera dorénavant aux cinq ans.

De plus, rappelons aussi que le PL 34 ne change en rien la réglementation d'Hydro-Québec Trans-Énergie, afin, notamment de respecter les obligations d'Hydro-Québec envers les régulateurs américains. Cela veut dire également que les grands projets, les grands projets de lignes de transport d'énergie vont continuer d'être analysés par la Régie de l'énergie. Il est d'autant plus important, M. le Président...

M. Julien : ...afin notamment de respecter les obligations d'Hydro-Québec envers les régulateurs américains. Cela veut dire également que les grands projets, les grands projets de ligne de transport d'énergie vont continuer d'être analysés par la Régie de l'énergie. Il est d'autant plus important, M. le Président, que ces lignes de transport soient régulées afin justement d'obtenir toutes les certifications nécessaires aux États-Unis, entre autres.

Alors, pour rassurer les intervenants et la population, Hydro-Québec n'aura pas le champ libre pour faire ce qu'elle veut durant la période de cinq ans. Si elle souhaite fixer, par exemple, un nouveau tarif ou en modifier un déjà existant, elle devra présenter une requête devant la Régie de l'énergie en ayant préalablement obtenu l'autorisation du gouvernement. De même, si des circonstances particulières exigeaient des ajustements aux tarifs de distribution d'électricité durant la période d'analyse, cette dernière pourrait rendre une décision, la régie, sur une demande de modification de distribution... des tarifs de distribution à la demande d'Hydro-Québec sous l'autorisation du gouvernement. Alors, la Régie de l'énergie continue d'être l'organisme responsable de la fixation des tarifs et ceux qui se demandent quel est le gain pour la clientèle d'Hydro-Québec, l'indexation à l'inflation, ça permet d'assurer une prévisibilité. Pour les grands clients industriels, pas de modification, le tarif L, l'indexation est inférieure à l'indice des prix à la consommation, comme c'est déjà prévu pour assurer le développement économique. L'indexation à l'inflation donne une prévisibilité pour l'ensemble des clients.

Alors, quand on regarde l'historique, dans les 15 dernières années, l'inflation 100 \$, 2003; 128,4 \$, 2019; et les tarifs ont augmenté à 132,6 \$. Donc, l'indexation à l'inflation est meilleure que l'historique et la révision sera sur base quinquennale, donc plus d'agilité, plus de prévisibilité, des tarifs plus prévisibles. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Lemay) : Merci, M. le ministre. Alors, j'invite maintenant le porte-parole de l'opposition officielle en matière d'énergie et de ressources naturelles et député de Laval-des-Rapides à faire ses remarques préliminaires pour une durée maximale de quatre minutes.

M. Polo : Merci beaucoup, M. le Président. Vous excuserez ma voix. La proposition qui est faite par le gouvernement et son ministre se veut une réponse à un engagement de la CAQ, mais on croirait lire le projet de loi lorsqu'il a été dessiné sur un coin de table. Personnellement, ma formation politique et moi, nous avons de grandes inquiétudes face à ce projet de loi. Le but du projet de loi annoncé par le ministre est de rembourser ce que sa formation politique appelle les trop-perçus d'Hydro-Québec. Le gouvernement avait une solution simple devant lui, c'est-à-dire rembourser par un chèque à la poste ce qu'il estimait être des trop-perçus. La députée de Saint-Hyacinthe et le premier ministre actuel ont semé la pluie et le beau temps pendant quatre ans sur ce sujet. Les Québécois étaient en droit de penser qu'ils recevraient rapidement un chèque soit de la part d'Hydro-Québec, soit de la part du gouvernement de la CAQ : il l'avait tellement promis. Finalement, on a vécu la valse-hésitation du ministre, du premier ministre et le profond malaise des membres du caucus qui se disaient à mal avec la position du premier ministre lorsqu'il revenait sur ses fausses promesses du passé. Maintenant, il y a un projet de loi, mais on se demande pourquoi il est aussi complexe. Le ministre a dû faire une démonstration de plusieurs minutes, je dirais, plusieurs dizaines de minutes, avec des tableaux, pour essayer d'expliquer son projet de loi. Vous savez, quand ça prend 30 minutes à expliquer comment on sera remboursé, disons que ça amène des questions. Cette semaine, il aura la chance, avec l'aide des différentes présentations, de nous l'expliquer correctement. Tout d'abord, si on regarde la situation de 2016 à 2019, le ministre nous a sorti un tableau au cours des 15 dernières années, moi, je l'invite à regarder la hausse de l'inflation au cours des trois, quatre dernières années, elle était nettement supérieure au juste prix établi par la Régie de l'énergie. On constate d'ailleurs que la hausse moyenne des coûts a été du double si nous avons utilisé l'inflation comme référence.

• (10 h 10) •

L'avantage d'avoir un organisme comme la Régie de l'énergie, un organisme indépendant, c'est qu'ils nous indiquent justement quel est le juste prix. Avec ce qui a été proposé par la CAQ, les citoyens, les entreprises devront... seront soumis aux aléas du marché. Ceci peut amener un manque de prévisibilité qui pourrait avoir des impacts surtout au niveau du développement des entreprises. En plus, ce projet de loi aura un impact à très long terme sur le rôle de la Régie de l'énergie qui, je le rappelle, est un organisme qui vise à encadrer un monopole, parce que nous sommes ici devant un monopole, M. le Président, c'est pour éviter des abus qu'elle existe. Alors, en plus de ne plus évaluer les dossiers tarifaires annuellement, ce sera aux cinq ans, je me pose la question, si l'inflation était plus élevée que le juste prix, est-ce qu'Hydro ou le gouvernement rembourserait. Alors, en plus...

M. Polo : ...ici devant un monopole, M. le Président. C'est pour éviter des abus qu'elle existe. Alors, en plus de ne plus évaluer des dossiers tarifaires annuellement, ce sera aux cinq ans. Je me pose la question : Si l'inflation était plus élevée que le juste prix, est-ce qu'Hydro ou le gouvernement rembourseraient? Alors, en plus, si plusieurs pouvoirs ont été retirés des mains de la régie, notamment pour ce qui est de l'évaluation des projets d'investissement d'Hydro-Québec. Vous savez, les coûts de production sont un intrant du prix de l'électricité. Donc, moins de transparence égale moins d'information pour le consommateur.

Enfin, ce pour quoi tout le monde se questionne ici : Qui voulait vraiment simplifier ce processus? Ça avantage qui, M. le Président? Parce qu'honnêtement, ça fait plusieurs années que je travaille ici, personne, aucun citoyen, aucun citoyen industriel ne nous a parlé de cet enjeu-là. Ceci m'amène réforme électorale à me questionner à savoir : Pour quel but a été écrit ce projet de loi? Peut-être est-ce pour répondre à un engagement d'augmenter les revenus de la société d'État? Qui sait? Merci.

Le Président (M. Lemay) : Merci, M. le député. J'invite maintenant le porte-parole du deuxième groupe d'opposition et député de Rosemont à faire ses remarques préliminaires pour une durée d'une minute.

M. Marissal : Merci, M. le Président. Chers collègues, vous aurez compris que je suis ici en remplacement de ma collègue de Mercier qui se joindra à vous avec grand plaisir.

Il me reste 50 s, ça ne fait pas longtemps pour... ça ne fait pas long pour critiquer une démarche qui nous semble assez douteuse. Sans grande surprise, je vous annonce tout de suite que nous ne sommes pas du tout favorables à ce projet de loi. Le ministre a dit tout à l'heure que la Régie de l'énergie continue d'exister. Mais, dans les faits, avec ce projet de loi, elle devient pratiquement accessoire. En gros, vous voulez mettre le chien de garde dans une cage et lui permettre de sortir aux cinq ans, et encore avec une laisse très, très courte. Et la fixation des tarifs basée sur l'inflation, ça devient comme un dogme, et on a fait la démonstration, au cours des dernières années, que la régie, par son rôle de chien de garde, a permis aux Québécois de payer parfois moins que l'inflation.

Je termine sur une note philosophique ici. Vous savez comme moi qu'Hydro-Québec n'est pas une société d'État comme les autres. C'est un objet de très, très grande fierté, à juste titre, au Québec, et je crois que la règle, ici, toujours doit être plus de transparence et pas moins. Et je vous remercie, M. le Président, de m'avoir donné 17 secondes de plus.

Le Président (M. Lemay) : Merci, M. le député de Rosemont. J'invite maintenant le porte-parole du troisième groupe d'opposition en matière d'énergie et député de Jonquière à faire ses remarques préliminaires pour un maximum d'une minute.

M. Gaudreault : Merci, M. le Président. D'entrée de jeu, je vous le dis, j'aime Hydro puis je veux saluer d'ailleurs cette incroyable pièce de Mme Beaulieu qui a fait le tour du Québec. Mais j'aime Hydro, et c'est pour ça je veux garder, auprès d'Hydro, un bras de distance important avec une Régie de l'énergie non partisane, dépolitisée qui permet à Hydro-Québec d'éviter de devenir ce qu'elle est déjà, c'est-à-dire un État dans l'État. Il faut éviter que cette pratique, que ce travers d'Hydro-Québec avec le temps devienne de plus en plus gros et s'engraisse avec le temps. Donc, il faut éviter la politisation d'Hydro-Québec, de la fixation des tarifs. Le ministre aime bien parler de prévisibilité, moi, je vais lui ressortir un autre mot qui commence par p qui est la «politisation» d'une fixation des tarifs. Le ministre lui-même l'a dit tout à l'heure, Hydro-Québec pourra retourner devant la régie, mais avec autorisation du gouvernement. Ça, ça veut... voilà.

Le Président (M. Lemay) : Merci, M. le député de Jonquière.

Alors, à mon tour de souhaiter la bienvenue aux représentants d'Hydro-Québec. Je vous rappelle que vous disposez de 10 minutes pour votre exposé, puis nous procéderons à une période d'échange avec les membres de la commission. Je vous invite donc à vous présenter ainsi que les personnes qui vous accompagnent, et à procéder à votre exposé. La parole est à vous.

M. Filion (Éric) : Oui. Bon matin. Donc, Éric Filion, je suis le président d'Hydro-Québec Distribution puis je suis accompagné de mon collègue.

M. Rhéaume (Dave) : Dave Rhéaume, je suis, directeur principal, Affaires réglementaires et approvisionnements en électricité pour Hydro-Québec Distribution.

M. Filion (Éric) : Bon matin, M. le Président, M. le ministre. Bon matin à tous. Hydro-Québec tient à remercier les membres de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles de cette invitation à participer aux consultations particulières pour le projet de loi n° 34.

Le monde de l'énergie connaît présentement de profondes transformations. Les technologies évoluent à un rythme accéléré, les besoins des clients sont de plus en plus diversifiés, et la lutte contre les changements climatiques impose le remplacement des énergies fossiles par des énergies renouvelables.

Nous considérons que le projet de loi qui est proposé ici permet d'assurer la flexibilité et la vélocité nécessaires pour faire face à la transition énergétique tout en maintenant le rôle de surveillance de la Régie de l'énergie. En ce sens, il est équilibré. Nous résumerons aujourd'hui notre appui à l'approche préconisée par ce projet de loi en nous appuyant sur trois raisons principales. Premièrement, elle assurerait aux clients des tarifs...

M. Filion (Éric) : ...et la vélocité nécessaires pour faire face à la transition énergétique tout en maintenant le rôle de surveillance de la Régie de l'énergie. En ce sens, il est équilibré. Nous résumerons aujourd'hui notre appui à l'approche préconisée par ce projet de loi en nous appuyant sur trois raisons principales : premièrement, elle assurerait aux clients des tarifs plus bas et plus prévisibles sur la période de cinq ans; elle simplifierait la façon de fixer les tarifs d'électricité; et finalement elle rendrait Hydro-Québec encore plus efficace.

Des tarifs plus bas et plus prévisibles pour nos clients. Au cours des 50 dernières années, les tarifs d'électricité ont augmenté au même rythme que l'inflation, ce qui a permis à nos clients de bénéficier de tarifs les plus bas de l'Amérique du Nord.

L'approche proposée dans le projet de loi n° 34 accentuerait cette tendance avec des économies substantielles pour nos clients. Dès 2020, Hydro-Québec remettrait directement à ses clients une somme d'environ 500 millions de dollars sous forme d'un crédit sur la facture. Les comptes d'écart où est actuellement comptabilisée cette somme nous servent à faire face à différents aléas. Selon l'approche actuelle, les 500 millions de dollars auraient été remis progressivement aux clients dans le cadre des ajustements tarifaires des prochaines années. Le projet de loi propose d'accélérer cette remise.

Les tarifs actuels seraient aussi gelés pour la période du 1er avril 2020 au 31 mars 2021. Par rapport à des hausses selon le taux d'inflation, ce gel représenterait des économies de près de 1 milliard de dollars pour la clientèle sur les cinq années suivantes. Enfin, entre 2021 et 2024, les tarifs seraient ajustés en fonction de l'inflation.

Nous considérons qu'il s'agit d'une variable — donc, l'inflation — pour déterminer les ajustements tarifaires. Premièrement, elle permet d'arrimer la croissance des tarifs d'électricité à l'augmentation du coût de la vie au Québec. Elle correspond également à la tendance historique de croissance des tarifs d'électricité, et ce, depuis 50 ans. Il s'agit également d'une donnée économique objective, qui est mesurée de façon complètement indépendante.

Un processus qui serait simplifié et assurant la transparence. Hydro-Québec considère que le projet de loi mettrait en place un processus simplifié de fixation des tarifs tout en préservant la transparence. À l'heure actuelle, les tarifs d'électricité sont fixés annuellement par la Régie de l'énergie, qui évalue les coûts nécessaires pour livrer l'électricité aux Québécois. Si les revenus générés au moyen des tarifs ne sont pas suffisants pour couvrir ces coûts, elle autorise l'ajustement tarifaire nécessaire l'année suivante. Ce processus s'étend sur huit mois et mobilise des ressources considérables chez Hydro-Québec.

Or, depuis que la Régie de l'énergie a commencé à fixer les tarifs en 2003, les tarifs d'électricité ont continué à évoluer selon la même tendance qu'auparavant, soit globalement au rythme de l'inflation. L'approche mise de l'avant dans le projet de loi n° 34 allégerait le processus réglementaire en faisant passer à cinq ans l'intervalle entre les examens complets des coûts par la Régie de l'énergie. Cela dit, Hydro-Québec continuerait à rendre des comptes à la Régie de l'énergie chaque année au sujet de plusieurs activités importantes, notamment la qualité de nos services, les conditions de service, la performance en matière de service à la clientèle, le traitement des plaintes des clients, notre plan d'approvisionnement, qui va être déposé prochainement, en novembre, pour une période de 10 ans, l'efficacité énergétique, et bien entendu le dossier complet du transporteur.

De plus, d'autres documents produits par Hydro-Québec, par exemple le rapport annuel et le rapport sur le développement durable, contribueraient à cette transparence comme par le passé. La transparence et la responsabilité des dirigeants à cet égard sont également encadrées par notre conseil d'administration, dont les membres sont nommés par le gouvernement du Québec et par les travaux du Vérificateur général du Québec.

Un incitatif à l'amélioration de la performance. Hydro-Québec croit également que l'approche mise de l'avant dans le projet de loi n° 34 constituerait un incitatif à poursuivre ses efforts pour être plus efficiente et plus productive. Le gel des tarifs de 2020 et les hausses de tarifs en fonction de l'inflation pour les quatre années suivantes feraient en sorte que nos revenus connaîtraient une croissance limitée pour cette période. Cette réalité créerait un défi puisque Hydro-Québec doit faire face à une constante pression à la hausse sur ses coûts, par exemple en raison de la hausse des coûts du carburant et de l'indexation prévue des prix de nos contrats d'achat d'électricité.

• (10 h 20) •

Également, le projet de loi n° 34 transférerait certains risques à Hydro-Québec, notamment ceux liés aux aléas climatiques. Présentement, l'impact financier des variations de la météo par rapport à la normale est assumé par la clientèle et se répercute sur les ajustements tarifaires des années subséquentes. Désormais, Hydro-Québec assumerait cet impact à même la croissance des revenus que permettrait l'indexation à l'inflation. Le projet de loi n° 34 est par ailleurs...

M. Filion (Éric) : ...de la météo par rapport à la normale est assumé par la clientèle et se répercute sur les ajustements tarifaires des années subséquentes. Désormais, Hydro-Québec assumerait cet impact à même la croissance des revenus que permettrait l'indexation à l'inflation.

Le projet de loi n° 34 est par ailleurs équilibré. Il force Hydro-Québec à continuer d'améliorer sa productivité en limitant la croissance des tarifs pour les cinq prochaines années, mais lui confère une certaine flexibilité qui lui permettrait de rapidement mettre en œuvre des programmes ou d'investir dans les infrastructures pour faire face aux changements climatiques, électrifier notre économie et améliorer nos services.

À cet égard, le cadre réglementaire actuel nous a empêchés, au cours des dernières années, d'instaurer rapidement des programmes visant notre adaptation aux nouvelles réalités, notamment la mise en place d'un programme de conversion du mazout à l'électricité, grâce auquel nous souhaitons aider financièrement les institutions et les PME, l'élargissement d'un programme de gestion de la puissance, un plus grand nombre d'entreprises, l'augmentation des ressources financières consacrées à nos efforts de maîtrise de la végétation pour limiter les pannes chez nos clients, le déploiement à grande échelle d'un réseau de bornes de recharge publiques rapides et finalement l'encadrement rapide du secteur des chaînes de blocs dans le contexte d'une demande de raccordement soudaine et massive. Tous ces programmes présentaient des bénéfices pour notre clientèle ou l'environnement et ils ont été refusés ou retardés.

En conclusion, nous avons besoin que notre cadre réglementaire continue à évoluer pour nous adapter avec vélocité aux transformations que nous vivons. La proposition du gouvernement permet de le faire de manière équitable en maintenant des acquis fondamentaux pour les Québécois, par exemple, des tarifs bas et prévisibles. Elle permettrait aussi de simplifier le processus d'établissement des tarifs tout en maintenant la transparence. Enfin, la nouvelle loi créerait un cadre incitant Hydro-Québec à continuer à améliorer son efficacité. Merci.

Le Président (M. Lemay) : Alors, je vous remercie, M. Filion, pour votre exposé. Nous allons maintenant commencer la période d'échange. Et, M. le ministre, la parole est à vous.

M. Julien : Oui, oui, merci, M. le Président. Alors, merci à vous, messieurs, et toute votre équipe, là, de vous prêter à cette période de consultations. Merci également pour votre présentation.

On dit, en réalité, que le projet de loi, le p.l. n° 34, a comme effet de transférer, transférer les risques à Hydro-Québec puisque dorénavant la hauteur des revenus par rapport à la clientèle seront prévisibles, alors c'est un bénéfice pour la clientèle, mais seront ainsi fixés dans le temps.

Comment Hydro-Québec compte faire pour, justement, faire face et gérer ces risques-là qui lui sont dorénavant transférés?

M. Filion (Éric) : Oui, M. le ministre, oui, c'est sûr qu'en ayant une croissance limitée de nos revenus, on va devoir travailler davantage à créer de l'efficacité à même nos charges d'exploitation.

Donc, il y a plusieurs, plusieurs opportunités. Il y a des choses qui sont déjà en cours, mais on va également continuer à... c'est ça, à bien investir dans nos réseaux. Je pense qu'on a parlé de ça plus tôt, il faut être responsables dans nos niveaux d'investissement. On a un réseau qui va devoir s'adapter à une transition énergétique, donc les investissements... la nature des investissements également va changer, mais la volumétrie de nos investissements aussi doit être bien contrôlée.

Aussi, à travers toutes nos activités, on l'a démontré dans les dernières années à travers des indicateurs qu'on dépose à la régie et qu'on va continuer à déposer, on génère de l'efficacité à partir... à même nos propres opérations, puis c'est ce qu'on va devoir faire pour le futur.

Vous parlez des aléas. Il y a plusieurs aléas qui peuvent faire soit une pression à la hausse ou à la baisse, entre autres, des aléas climatiques, des aléas sur la demande. Ces aléas-là vont demeurer dans le futur. Maintenant, auparavant, ou dans le modèle actuel, lorsqu'il y a des surcoûts, ils sont transmis à la clientèle à travers les tarifs. Dans le projet de loi proposé, évidemment, c'est des éléments qu'on va devoir absorber à même nos activités.

M. Julien : On a également entendu, depuis le dépôt du projet de loi, des craintes par rapport à vos investissements, là. Donc, je conçois, là, que vos principaux

investissements se font beaucoup sur les lignes de transport.

Le projet de loi, là, le p.l. n° 34, là, qu'est-ce qu'il vient modifier par rapport à vos grands investissements sur les lignes de transport?

M. Filion (Éric) : Il n'y a aucun changement pour les investissements au niveau du transport. Donc, comme vous avez mentionné d'entrée de jeu, tout ce qui est activité de TransÉnergie demeure présenté à la régie sur une base annuelle pour les hausses...

M. Julien : ...grands investissements sur les lignes de transport.

M. Filion (Éric) : Il n'y a aucun changement pour les investissements au niveau du transport. Donc, comme vous avez mentionné d'entrée de jeu, tout ce qui est activité de TransÉnergie demeure présenté à la régie sur une base annuelle, pour les hausses de tarifs, là, pour ce qu'on appelle le point à point, là, les clients direct du transporteur, mais également tous les investissements majeurs vont être présentés, puis ça, c'est... il n'y a aucun changement avec le projet de loi qui est proposé ici à ce niveau-là, pour le transport.

M. Julien : O.K. Dans la proposition du projet de loi, là il y a trois éléments, là, qui sont... pour la clientèle, là, qui sont importants, là, c'est le retour, là, dès le début de l'année 2020, d'un 500 millions, là, de comptes d'écart que.. J'aimerais que vous m'expliquiez un peu plus avant il était constitué de quoi. Après ça, il y a un gel tarifaire pour l'exercice l'an prochain et, pour les quatre années subséquentes, une augmentation à l'inflation. Le gel tarifaire, qui représente, je pense, pour l'an un, corrigez-moi, là, mais sur une inflation projetée de 1,7 %, là, qui est un peu l'historique, 195 millions. Ce 195 millions là, il se compare comment à la moyenne des écarts de rendement qu'on a connus peut-être dans les 10, 15 dernières années?

M. Filion (Éric) : Oui, je vais laisser la parole à mon collègue pour...

Le Président (M. Lemay) : Parfait. M. Rhéaume, allez-y.

M. Rhéaume (Dave) : La remise de... l'économie de 195 millions de dollars, il faut voir, c'est le résultat de prendre la somme des revenus qu'Hydro-Québec génère auprès des Québécois à chaque année, donc plus de 11 milliards de dollars, et plutôt que d'y appliquer l'inflation, ce qui est notre moyenne historique de 1,7 %... ça, ça aurait créé une pression à la hausse sur le revenus à générer des Québécois de 195 millions de dollars. En appliquant le gel et en le gardant récurrent année après année, ça, c'est vraiment une économie de 1 milliard sur les cinq premières années d'impact du projet de loi. Cette économie-là est de beaucoup supérieure à l'impact qu'on

pouvait voir. Dans les dernières années, le montant des écarts de rendement s'est avéré être inférieur à un montant de l'ordre de 195 millions.

Je renchériserais aussi à l'effet que le 500 millions, il est remis en sus du gel, alors que, dans les dernières années — vous posiez la question sur la mécanique — alors que, dans les dernières années, des comptes d'écart pouvaient se matérialiser, avoir des sommes qui devaient être reversées dans les années subséquentes à la clientèle. C'est souvent cet argent-là qui permettait de garder des hausses tarifaires de l'ordre de l'inflation ou légèrement en bas de l'inflation. Par contre, dans ce cas-ci, on va remettre l'argent, indépendamment, et, de surcroît, on va ajouter un gel. C'est vraiment, donc, un effet combiné qui permet à la clientèle de payer des coûts d'électricité en 2020 qui vont être inférieurs à l'année 2019.

Le Président (M. Lemay) : M. le ministre.

M. Julien : Tout à l'heure, M. Fillion, dans votre intervention, vous avez parlé d'agilité, de performance, d'efficience que le p.l. n° 34 donne à Hydro-Québec. Bon, a contrario, est-ce que ces éléments-là... J'aimerais mieux évaluer le volet efficience par rapport au processus de clause tarifaire, là. Vous dites : Bien, on mettait beaucoup de temps ou d'énergie là-dedans. Ça pouvait ressembler à quoi, à chaque année, là, les efforts d'Hydro-Québec lors du processus, là, auprès de la régie, de la clause tarifaire?

M. Fillion (Éric) : Oui. Donc, M. le ministre, comme j'ai mentionné, c'est un effort qui est considérable, en termes de ressources, à l'intérieur d'Hydro-Québec, autant chez le transporteur que chez le distributeur. Normalement, la préparation d'un dossier tarifaire qu'on dépose au 1^{er} août, à chacun des étés, ça nous prend environ huit mois à préparer ça, avec différentes ressources dans les équipes d'affaires réglementaires, mais aussi des ressources à travers l'organisation qui sont sollicitées dans le processus. On planifie aussi ou un dépose des... Je vous dirais, des cartables de documentation pour venir supporter ce même dossier tarifaire là. Donc, c'est un effort important.

Puis moi, je veux revenir sur le message, ici, qui, si on regarde la performance des 50 dernières années ou même des 20 dernières années, alors que la Régie de l'énergie a commencé à établir les tarifs, à partir de 2003, pas sur une période d'une année, mais sur une période plus moyen, long terme, c'est très clair que les hausses ont été à l'inflation. Donc, c'est beaucoup d'efforts pour un résultat qui est prévisible.

• (10 h 30) •

M. Julien : Toutefois, si on... Parce que les gens disaient... On entend également, là : La régie perd beaucoup de pouvoir ou... dans le processus. Bon, là, ici, quand on regarde tous les éléments, les responsabilités de la régie face à Hydro-Québec, dans l'énumération, on voit essentiellement que le volet...

[Haut de la page](#)

Document(s) associé(s) à la séance

- [Vidéo/Audio](#)